



**Municipalité de Hampden**

863, route 257 Nord

C.P. 1055 La Patrie

Tél. : 819-560-8444

Fax. : 819-560-8445

[muni.hampden@hsf.qc.ca](mailto:muni.hampden@hsf.qc.ca)

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DU HAUT SAINT-FRANÇOIS  
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE HAMPDEN**

**PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil municipal de la municipalité du canton de Hampden tenue à l'Hôtel de Ville, mardi le 11 mars 2019 à 19 h 30.**

**Sont présents :**

**Siège # 1. Monsieur Pascal Prévost**

**Siège # 2. Madame Lisa Irving**

**Siège # 4. Madame Sylvie Caron**

**Siège # 5. Madame Chantal Langlois**

**Siège # 6. Madame Valérie Prévost**

**Sont absents :**

**Siège # 3. Madame Monique Scholz**

**Formant quorum sous la présidence de Monsieur le Maire Bertrand Prévost.**

**Est aussi présente la Directrice générale, secrétaire-trésorière par intérim Madame Manon Roy, qui agit à titre de secrétaire de l'assemblée.**

**#1**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE**

Le maire, Bertrand Prévost ouvre la séance à 19 h 30 et invite les membres du conseil à prendre considération de l'ordre du jour proposé.

**#2 2019-035**

**Adoption de l'ordre du jour**

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du procès-verbal du 5 février 2019
4. Rapport des comités et du maire
5. Rapport de la directrice générale
6. Rapport du service de voirie, service incendie et urbanisme
7. Question du public
8. Approbation des salaires 9 289.77\$ et des comptes 34 963.07\$
9. Correspondance
  
10. Résolutions
  - 10.1 Demande d'arbres dans le cadre du mois de l'arbre et des forêts
  - 10.2 Demande appui pour projet citoyenne
  - 10.3 Demande pour achat commun Snow mobile (incendie Scotstown)
  - 10.4 Dépôt rapport annuel incendie 2018
  - 10.5 Imposition de l'allocation de dépenses des élus municipaux
  - 10.6 Vente pour taxes
  - 10.7 Adoption règlement uniformisé

- 10.8 Adoption règlement cannabis
- 10.9 Réparation système électrique
- 10.10 Fleuriste (funérailles)

11. Varia

- Hommage à l'ancien maire de la municipalité du canton de Hampden Monsieur Emmanuel Prévost, par Madame Monique Scholz représentant la municipalité.

12. Période de questions

13. Levée de la séance.

Il est proposé par Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents, que l'ordre du jour soit et est adopté.

**Adoptée**

**#3 2019-036 Adoption du procès-verbal du 5 février 2019**

**ATTENDU QUE** tous les membres du conseil ont reçu une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 5 février, et qu'ils en ont pris connaissance ;

**EN CONSÉQUENCE,**

Il est proposé par Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents, qu'ils renoncent à la lecture du dit procès-verbal et qu'il soit accepté tel que présenté.

**Adoptée**

**#4 Rapport des comités et du maire**

Chaque membre du conseil municipal donne un compte rendu du travail effectué dans leurs comités respectifs.

**#5 Rapport de la Directrice générale, Secrétaire-trésorière par intérim**

Madame Manon Roy dépose son rapport mensuel, au 28 février 2019.

**#6 Rapport du service de voirie, incendie et urbanisme**

Madame Manon Roy dépose le rapport mensuel du mois de février 2019 pour le Service de voirie transmis par l'employé Monsieur St-Laurent, le rapport mensuel du Service incendie par le chef pompier, Monsieur Beauchesne, ainsi que le rapport mensuel pour le Service d'urbanisme par Monsieur Fernando Rosas.

**#7 Questions du public**

Questions et/ou commentaires :

Aucune

**#8 2019-037 Approbation des salaires et des comptes**

Il est proposé par la conseillère Monsieur Pascal Prévost et résolu à l'unanimité des membres présents;

**QUE** le conseil municipal du Canton de Hampden autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à faire le paiement des comptes à payer présentés au conseil au montant de 34 963,07 \$. Les déboursés # 201900045 à # 201900076.

**QUE** le conseil prend connaissance du montant pour les salaires au montant de 9 289,77 \$. Les chèques #201900052 à # 201900072, avec vérification des chèques.

**Adoptée**

**#9**

## **Correspondance**

- Gestion des matières résiduelles organiques 2020
- Plan d'inspection en sécurité incendie
- Opération Nez rouge 135 \$ loisirs
- Liste des tâches voirie
- Compte de taxes commercial
- Futur bureau dentiste La Patrie
- Statistique de la saison 2018 pour les fosses septiques
- Plan de visibilité 2019-2020
- Rencontre d'entretien de la piste cyclable
- Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique
- Rencontre route 257
- Rencontre RICEMM
- Rencontre info vaccination
- Rencontre Valoris
- Fête de la pêche
- Centre Action bénévole
- Site web

**#10**

## **Résolutions**

### **#10.1 2019-038 Demande d'arbres dans le cadre du mois de l'arbre et des forêts.**

**ATTENDU QUE** le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs du Québec offre des arbres gratuitement à des écoles, des municipalités et des organismes pour leurs activités. Les objectifs sont de sensibiliser la population à l'importance et au respect de l'arbre et des forêts et d'inciter la population à poser des gestes concrets de conservation et d'amélioration de son environnement.

Il est proposé par la conseillère Madame Valérie Prévost et résolu à l'unanimité des membres présents ;

**QUE** le conseil offre au citoyen de Hampden la chance de se procurer de jeunes pousses d'arbres qui ont deux ou trois ans en moyenne gratuitement. Les citoyens qui désireront se procurer des arbres devront venir les chercher au bureau municipal, une limite de trois arbres par citoyen. La distribution se fera le 25 mai 2018 de 9 h à 12 h.

**Adoptée**

### **#10.2 2019-039 Demande d'appui pour projet d'une citoyenne**

**CONSIDÉRANT QUE** Madame Corinne Forestier souhaite déposer, auprès de la Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), une demande d'autorisation visant à obtenir une autorisation qui vise à permettre l'utilisation à une fin autre que l'agriculture ;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour étudier une demande, requiert l'avis par résolution des municipalités ;

**CONSIDÉRANT QUE** le lot 4 773 737 visé par la demande située dans la zone A-1 est en conformité avec le Règlement de zonage numéro 110-53 ;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet pour un usage autre que l'agriculture (hébergement) ne contrevienne pas aux règlements municipaux en vigueur ;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Hampden doit motiver sa recommandation selon les critères prévus à l'article 62 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

Les critères de décision prévus à l'article 62 de la Loi :

1. Le potentiel agricole du lot et des lots avoisinant une résidence avec des boisés. L'agriculture dans le secteur est de faible envergure.
2. Les possibilités d'utilisation à des fins d'agriculture : Cette propriété est située dans un lot en partie boisé. Une résidence à proximité, les terrains de la demande sont insuffisants pour une exploitation viable de l'agriculture.
3. Les conséquences d'une autorisation sur les activités agricoles existantes et sur le développement de ces activités agricoles. L'activité proposée, soit l'extension d'autorisation pour l'utilisation à des fins autres que l'agriculture (hébergement) n'apporte aucun inconvénient supplémentaire dans la zone et le secteur.
4. Les contraintes et les effets résultant de l'application des lois et règlements, notamment en matière d'environnement. Le terrain visé est déjà d'utilisation non agricole et le nouvel usage demandé, ne cause aucun inconvénient pour l'environnement.
5. La disponibilité d'autres emplacements de nature à éliminer ou réduire les contraintes sur l'agriculture, particulièrement lorsque la demande porte sur un lot compris dans une agglomération de recensement ou une région métropolitaine de recensement, telle que définie par Statistique Canada :  
N/A, le lot n'est pas situé dans une agglomération de recensement.
6. L'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole : l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole demeurent inchangées.
7. L'effet sur la préservation pour l'agriculture des ressources eau et sols dans la municipalité et dans la région : l'utilisation à des fins autres que l'agriculture (sablrière-gravière) n'apporte aucune modification au terrain. L'effet sur la préservation pour l'agriculture des ressources eau et sols s'en trouve inchangé.
8. Propriétés foncières dont la superficie est suffisante pour y pratiquer l'agriculture : La propriété visée n'est pas viable pour la pratique intensive de l'agriculture.
9. L'effet sur le développement économique de la région : Aucune modification.
10. Conditions socio-économiques nécessaires à la viabilité d'une collectivité lorsque la faible densité d'occupation du territoire le justifie : N/A.
11. La conformité de la demande aux dispositions du règlement de zonage et, le cas échéant, aux mesures de contrôle intérimaire : L'usage préconisé soit (hébergement) est autorisé dans la zone visée A-1 selon le règlement de zonage numéro 110-53 actuellement en vigueur.
12. Si la demande vise l'implantation d'une nouvelle utilisation à des fins autres que l'agriculture, la recommandation doit également comprendre une indication sur l'existence d'espace approprié disponible ailleurs dans la municipalité et hors de la zone agricole ;

L'existence d'espace approprié disponible ailleurs dans la municipalité et hors de la zone agricole n'est pas possible.

**EN CONSÉQUENCE,**

Il est proposé par la conseillère Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents, d'appuyer le projet d'hébergement pour les saisons estivales de madame Corinne Forestier, citoyenne du canton de Hampden, selon les normes de la commission de protection du territoire agricole.

La demande d'autorisation présentée par madame Corinne Forestier auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec tout en permettant aux propriétaires actuels le projet concernant l'utilisation à des fins autres que l'agriculture (hébergement) du lot 4 773 737, puisque ce projet ne contrevient pas à la réglementation municipale en vigueur

Que copie de cette résolution soit acheminée aux propriétaires concernés ainsi qu'à la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

**Adopté**

**#10.3 Demande pour achat commun Snow mobile (incendie Scotstown)**

Reporté

**#10.4 2019-040 Dépôt rapport annuel incendie 2018**

**ATTENDU QUE** le chef pompier monsieur Daniel Beauchesne doit remettre au conseil le rapport annuel en incendie pour l'année 2018;

Il est proposé par la conseillère Madame Sylvie Caron et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents;

**QUE** le conseil a pris connaissance du rapport annuel transmis par monsieur Beauchesne et que le dépôt du rapport annuel soit accepté.

**Adoptée**

**#10.5 2019-041 Imposition de l'allocation de dépenses des élus municipaux**

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Canada a prévu dans son budget 2017 que les allocations non soumises à une justification que reçoivent les élus municipaux pour des dépenses liées à leurs fonctions cessent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, d'être considérées comme un revenu non imposable et deviennent entièrement comprise dans le calcul de leur revenu aux fins de l'impôt ;

**CONSIDÉRANT QUE** les salaires et allocations versés aux élus sont loin d'être proportionnels aux dépenses encourues et au temps investi par les élus dans la cadre de leurs fonctions, particulièrement en région ;

**CONSIDÉRANT QUE** les petites municipalités n'ont pas les capacités financières d'élever le salaire des élus ;

**CONSIDÉRANT QUE** la décision du gouvernement du Canada aura un impact négatif sur le recrutement de candidats aux élections municipales ;

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR** la conseillère madame Lisa Irving et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents, que la municipalité du canton de Hampden invite les autres municipalités à demander aux députés et au premier ministre du Canada de faire marche arrière en ce qui concerne l'imposition de l'allocation de dépenses des élus municipaux ;

**QUE** copie de cette résolution soit envoyée à la députée fédérale de la région, à la MRC du Haut-Saint-François et à toutes ses municipalités.

**Adoptée**

**#10.6 2019-042 Vente pour taxes**

**ATTENDU QUE** conformément aux articles 511 et suivants du Code municipal le secrétaire-trésorière doit déposer au conseil une liste des personnes endettées envers la municipalité ;

**ATTENDU QUE** le secrétaire-trésorier a avisé les propriétaires en défaut par téléphone ;

**ATTENDU QUE** si le paiement des sommes dues n'est pas reçu avant le 19 mars 2019, ces dossiers seront transférés à la MRC du Haut-Saint-François pour être vendus pour défaut de paiement des taxes ;

**EN CONSÉQUENCE**

Il est proposé par la conseillère madame Lisa Irving et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents ;

**QUE** le conseil municipal demande à la MRC du Haut-Saint-François de procéder à la vente pour taxes à défaut de paiement de la part des propriétaires.

**Adoptée**

**#10.7 2019-043 Adoption règlement uniformisé 91-2019**

**Règlement général de la Municipalité du canton de Hampden :**

**ATTENDU** que le Conseil a déjà adopté divers règlements relatifs aux affaires de la Municipalité;

**ATTENDU** qu'il y a lieu de refondre certains règlements déjà en vigueur;

**ATTENDU** qu'un avis de motion de la présentation de ce règlement a régulièrement été donné à l'occasion de la session ordinaire du 5 février 2019 ;

**EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par la conseillère Madame Sylvie Caron et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents ;

**QU'UN** règlement de ce conseil portant le numéro 91-2019 soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété ce qui suit, savoir :

**TABLE DES MATIÈRES**

**CHAPITRE I – DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**  
Signet non défini.

Erreur!

Article 1 ..... Titre abrégé

**1572**

Article 2 .....	Territoire assujetti	1572
Article 3 .....	Responsabilité de la municipalité	1572
Article 4 .....	Validité	1572
Article 5 .....	Titres	1572
Article 6 .....	Définitions	1572
Article 7 .....	Définitions additionnelles	1575
<b>CHAPITRE II – LES NUISANCES.....</b>		<b>11</b>
Article 8 .....	Eaux sales, immondices, fumier, matières malsaines	1576
Article 9	Branches mortes, débris, ferraille, déchets, substances nauséabondes	1576
Article 10 .....	Véhicule hors d'état de fonctionnement	1576
Article 11 .....	Hautes herbes	1576
Article 12 .....	Mauvaises herbes	1576
Article 13 .....	Disposition des huiles	1577
Article 14	Disposition de la neige, de la glace, des feuilles, de l'herbe ou de la cendre	1577
Article 15 .....	Disposition des ordures et déchets	1577
Article 16 .....	Utilisation des égouts	1577
Article 17 .....	Véhicule en marche	1577
Article 18 ..	De la vente d'articles sur les rues, trottoirs et places publiques	1577
Article 19 .....	Endroit	1578
Article 20 .....	Immobilisation du véhicule qui sert à la vente	1578
Article 21 .....	Bruit et ordre	1578
Article 22 .....	Haut-parleur extérieur	1579
Article 23 .....	Haut-parleur intérieur	1579
Article 24 .....	Bruit extérieur	1579
Article 25 .....	Exception	1579
Article 26 .....	Tondeuse à gazon, scie à chaîne ou autre appareil similaire	1579
Article 27 .....	Défense de faire du bruit la nuit	1579
Article 28 .....	Exceptions	1579
Article 29 ...	Bruit ou tumulte dans une place publique ou un endroit public	1580
Article 30 .....	Bruit ou tumulte dans une place privée ou un endroit privé	1580

Article 31 .....	Bruit entre 23h00 et 7h00	<b>1580</b>
Article 32 .....	Bruit provenant d'un véhicule	<b>1580</b>
Article 33 .....	Instrument de musique	<b>1580</b>
Article 34 .....	Pétards, feux pyrotechniques	<b>1580</b>
Article 35 .....	Projection de source de lumière ou de laser	<b>1580</b>
Article 36 .....	Bâtiment désuet	<b>1581</b>
Article 37 .....	Endommager un terrain	<b>1581</b>
Article 38 .....	État de propreté du terrain	<b>1581</b>
Article 39 .....	État de propreté d'un bâtiment	<b>1581</b>
Article 40 .....	Appel aux services d'urgence	<b>1581</b>
Article 41 .....	Appel 9-1-1 sans urgence	<b>1581</b>
<b>CHAPITRE III – LE STATIONNEMENT .....</b>		<b>1560</b>
Article 42 .....	Stationnement sur un chemin public	<b>1560</b>
Article 43 .....	Stationnement en double	<b>1560</b>
Article 44 .....	Stationnement interdit	<b>1560</b>
Article 45 .....	Stationnement dans le but de vendre	<b>1561</b>
Article 46 .....	Stationnement de camion	<b>1561</b>
Article 47 .....	Limite de temps de stationnement des camions	<b>1561</b>
Article 48 .....	Abandonner un véhicule	<b>1561</b>
Article 49 .....	Travaux de voirie, enlèvement, déblaiement de la neige	<b>1561</b>
Article 50 .....	Remorquage	<b>1561</b>
Article 51 .....	Stationnement de nuit durant l'hiver	<b>1562</b>
Article 52 .....	Stationnement dans une aire de jeux	<b>1562</b>
Article 53 .....	Véhicule sans surveillance	<b>1562</b>
<b>CHAPITRE IV – LA CIRCULATION .....</b>		<b>19</b>
<b>SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>		<b>1562</b>
Article 54 .....	Signalisation	<b>1562</b>
Article 55 .....	Dommmages aux signaux de circulation	<b>1562</b>
Article 56 .....	Parade, participation	<b>1562</b>
Article 57 .....	Course, participation	<b>1562</b>



Article 58 .....	Cortège, nuisance	1563
<i>SECTION II – USAGE DES RUES</i> .....		<i>Usage des rues</i> 1563
Article 59 .....	Déchets sur la chaussée - véhicule	1563
Article 60 .....	Endommager la chaussée	1563
Article 61 .....	Nettoyage	1563
Article 62 .....	Responsabilité de l'entrepreneur	1563
Article 63 .....	Déchets sur la chaussée ou dans les fossés	1563
Article 64 .....	Obstacle à la circulation	1564
Article 65 .....	Conduite sur un trottoir	1564
Article 66 .....	Conduite dans un parc ou un espace vert	1564
Article 67 .....	Conduite dans une aire de jeux	1564
Article 68 .....	Véhicules hors route	1564
Article 69 .....	Conduite d'un véhicule	1564
<i>SECTION III – LES PIÉTONS</i> .....		1564
Article 70 .....	Passage pour piétons	1564
Article 71 .....	Sollicitation sur la chaussée	1565
<b>CHAPITRE V - LES COMMERCES</b> .....		22
Article 72 .....	Sollicitation ou colportage	1565
Article 73 .....	Exceptions – Étudiants et organisme (OSBL)	1565
<b>CHAPITRE VI – DE L'ORDRE ET DE LA PAIX PUBLIQUE</b> .....		22
Article 74 .....	Consommation de boissons alcoolisées	1565
Article 75 .....	Ivresse	1565
Article 76 .....	Réunion <b>tumultueuse</b>	23
Article 77 .....	Organisateur – nuisance	1566
Article 78 .....	Uriner ou déféquer	1566
Article 79 .....	Indécence	1566
Article 80 .....	Ouverture des parcs municipaux	1566
Article 81 .....	Évènement spécial	1566
Article 82 .....	Heures de baignade	1566
Article 83 .....	<b>Être avachi, étendu ou endormi dans une place</b> publique	1566

Article 84 .....	Être avachi, étendu ou endormi dans une place privée	1566
Article 85 .....	<b>Errer dans une place publique ou un endroit public</b>	1566
Article 86 .....	<b>Errer dans une place privée ou un endroit privé</b>	1567
Article 87 .....	École	1567
Article 88 .....	<b>Refus de quitter un endroit public ou une place publique</b>	1567
Article 89 .....	<b>Refus de quitter une place privée ou un endroit privé</b>	1567
Article 90 .....	Injures	1567
Article 91 .....	Entrave	1567
Article 92 .....	Frapper et sonner aux portes	1567
Article 93 .....	Détériorer la propriété	1567
Article 94 .....	Graffiti	1568
Article 95 .....	<b>Violence dans une place publique ou un endroit public</b>	1568
Article 96 .....	<b>Violence dans une place privée ou un endroit privé</b>	1568
Article 97 .....	<b>Arme dans une place publique</b>	1568
Article 98 .....	<b>Arme à feu</b>	1568
Article 99 .....	<b>Disposition des déchets</b>	1568
Article 100 .....	<b>Projectiles</b>	1568
Article 101	<b>Respect et civilité dans les places publiques municipales et bâtiments</b>	1568
<b>CHAPITRE VII – SYSTÈMES D'ALARME</b> .....		26
Article 102 .....	Fausse alarme	1569
Article 103 .....	Responsabilité de l'utilisateur	1569
<b>CHAPITRE VIII – LES ANIMAUX</b> .....		26
<i>SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA GARDE DES ANIMAUX</i> .....		1569
..... Sous-section I – Animaux autorisés		1569
Article 104 .....	Animaux autorisés et interdits	1569
Sous-section II – Normes et conditions minimales de garde des animaux.		1570
Article 105 .....	Nombre	1570
Article 106 .....	Exception	1570
Article 107 .....	Abandon d'animal	1570

Article 108 .....	Animal abandonné	1570
Article 109 .....	Animal mort	1570
Sous-section III – Nuisances .....		1571
Article 110 .....	Combat d'animaux	1571
Article 111 .....	Cruauté	1571
Article 112 .....	Excréments	1571
Article 113 .....	Animal errant	1571
Article 114 .....	Poison	1571
Article 115 .....	Cheval	1571
Article 116 .....	Événement	1572
Article 117 .....	Baignade	1572
Article 118 .....	Animal en liberté	1572
Article 119 .....	Places publiques et parcs – tenu en laisse	29
Article 120 .....	Chien d'attaque	29
Sous-section IV – Pouvoirs .....		15719
Article 121 .....	Plainte	29
Article 122 .....	Pouvoir <b>général d'intervention</b>	30
<b>Article 123 .....</b>	<b>Euthanasie immédiate</b>	30
SECTION II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS		1573
.....	Sous-section I – Normes supplémentaires	1573
Sous-section II – Nuisances .....		30
Article 124 .....	Nuisance	1573
Article 125 .....	Chiens dangereux	1574
Article 126 .....	Intervention	1574
.....	Sous-section II – POUVOIRS	15731
Article 127 .....	Pouvoirs	31
SECTION III – DISPOSITIONS FINALES.....		15732
Article 128 .....	Pouvoir d'inspection	15752
Article 129 .....	<b>Responsabilité – euthanasie</b>	1575
Article 130 .....	Responsabilité – dommages ou blessures	1575

Article 131 .....	Responsabilité du gardien	<b>1575</b>
<b>CHAPITRE IX – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....</b>		<b>32</b>
Article 132.....	Responsable de l'application du règlement Signet non défini.	Erreur!
Article 133.....	<b>Heures de visites du responsable</b>	<b>15603</b>
<b>CHAPITRE X – SANCTIONS .....</b>		<b>33</b>
Article 134 .....	Commission d'une infraction	<b>1560</b>
Article 135 .....	<b>Pénalités – 1<sup>ère</sup> partie</b>	<b>1560</b>
Article 136 .....	<b>Pénalités – 2<sup>e</sup> partie</b>	<b>1560</b>
Article 137 .....	<b>Pénalités – 3<sup>e</sup> partie</b>	<b>15614</b>
Article 138 .....	<b>Pénalités – 4<sup>e</sup> partie</b>	<b>1561</b>
Article 139 .....	<b>Pénalités – 5<sup>e</sup> partie</b>	<b>1561</b>
Article 140 .....	<b>Infraction continue</b>	<b>1562</b>
<b>CHAPITRE XI – ABROGATION.....</b>		<b>35</b>
Article 141 .....	<b>Abrogation</b>	<b>1562</b>
<b>CHAPITRE XII – ENTRÉE EN VIGUEUR .....</b>		<b>35</b>
Article 141 .....	<b>Entrée en vigueur</b>	<b>1562</b>

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

### **Article 1 Titre abrégé**

Le présent règlement peut être cité sous le titre : "Règlement général numéro 91-2019.

### **Article 2 Territoire assujetti**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la municipalité.

### **Article 3 Responsabilité de la municipalité**

Toute personne mandatée pour émettre un permis, une licence ou un certificat requis par le présent règlement doit le faire en conformité avec les dispositions du présent règlement. À défaut d'être conformes, de tels permis, licences ou certificats sont nuls et sans effet.

### **Article 4 Validité**

Le présent règlement est adopté dans son ensemble, titre par titre, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, de manière à ce que si un titre, un article, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un alinéa était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer autant que faire se peut.

### **Article 5 Titres**

Les titres d'une partie, d'une section, d'une sous-section ou d'un article du présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte et les titres, le texte prévaut.

### **Article 6 Définitions**

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les mots, termes et expressions suivants ont dans le présent règlement le sens et l'application que leur attribue le présent article :

Agent de la paix :	Désigne tout membre d'un corps policier;
Aire de jeux :	Désigne la partie d'un terrain, accessible au public, occupée par des équipements destinés à l'amusement des enfants, tels que balançoire, glissoire, trapèze, carré de sable, piscine ou pataugeoire.
Aire de service :	Désigne la partie d'un terrain ou d'une chaussée, accessible au public servant habituellement aux institutions aux heures d'ouverture.
Animal :	Désigne l'ensemble des animaux dont la garde est permise en vertu du présent règlement.

Animal errant :	Désigne un animal qui n'est pas sous le contrôle immédiat de son gardien à l'extérieur de la propriété ou du logement de celui-ci.
Camion :	Signifie tout véhicule désigné communément comme camion, fourgon, tracteur, remorque ou semi-remorque, ensemble de véhicules, habitation motorisée ou autres véhicules du même genre. Les véhicules automobiles du type "éconoline", "station-wagon" ou "pick up" ne sont pas considérés comme camion pour l'application du présent règlement.
Chaussée :	Désigne la partie du chemin public utilisée normalement pour la circulation des véhicules.
Chien d'attaque :	Désigne un chien dressé ou utilisé pour le gardiennage en vue d'attaquer à vue ou sur ordre un intrus.
Chien guide :	Désigne un chien utilisé pour pallier à un handicap visuel ou à tout autre handicap physique d'une personne.
Cité, ville, municipalité :	Désignent la Municipalité du canton de Hampden.
Colportage :	Signifie toute action pour une personne de porter ou transporter des objets, des effets ou des marchandises avec l'intention de les vendre dans les limites de la municipalité.
Conseil:	Désigne et comprends le maire et les conseillers de la municipalité.
Endroit privé :	Désigne tout endroit qui n'est pas un endroit public tel que défini au présent article.
Endroit public :	Désigne les magasins, les garages, les églises, les hôpitaux, les écoles, les centres communautaires, les bâtiments municipaux ou gouvernementaux, les restaurants, les bars, les brasseries ou tout autre établissement du genre et où des services sont offerts au public.
Fausse alarme :	Désigne la mise en marche d'un système d'alarme pour laquelle il n'existe aucune preuve qu'un incendie, une entrée non autorisée ou qu'une infraction criminelle ait été tentée ou ait eu lieu dans, sur ou à l'égard d'un bâtiment ou tout lieu et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le déclenchement d'un système d'alarme pendant son installation ou sa mise à l'essai;</li> <li>b) le déclenchement d'un système d'alarme par un équipement défaillant ou inadéquat;</li> <li>c) le déclenchement d'un système d'alarme par des conditions atmosphériques, des vibrations ou une panne de courant;</li> <li>d) le déclenchement par erreur, sans nécessité ou par négligence d'un système d'alarme par l'utilisateur;</li> <li>e) le déclenchement d'un système d'alarme, suite à des travaux de réparation ou de construction, notamment, mais non limitativement procédés de moulage, soudage ou poussière.</li> </ul>
Fourrière :	Désigne le refuge établi par la municipalité.
Gardien :	Désigne une personne qui est propriétaire, qui a la garde d'un animal ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal. Le propriétaire d'un animal est réputé en être le gardien.

Immeuble :	Désigne tout immeuble au sens du <u>Code civil du Québec</u> .
Incendie :	Feu destructeur d'intensité variable qui se produit hors d'un foyer normal de combustion dans des circonstances souvent incontrôlables et qui peut produire un dégagement de fumée.
Lieu protégé :	Un terrain, une construction, un ouvrage, un bâtiment, une embarcation, un véhicule ou une motocyclette protégée par un système d'alarme.
Nuisance :	Signifie tout acte ou omission qui peut mettre en danger la vie, la sécurité, la santé, la propriété ou le confort du public ou d'un individu. Il peut signifier aussi tout acte ou omission par lequel, le public ou un individu est gêné dans l'exercice ou la jouissance d'un droit commun.
Occupant :	Signifie toute personne qui occupe un immeuble ou une partie de celui-ci, de façon continue ou non, notamment, à titre de propriétaire, locataire, usufruitier ou possesseur;
Officier municipal :	Tout fonctionnaire ou employé de la municipalité, incluant l'inspecteur municipal, à l'exclusion des membres du conseil;
Parade :	Désigne tout groupe de personnes d'au moins vingt (20) personnes ou tout groupe de dix (10) véhicules qui défilent sur un chemin public à l'exclusion d'un cortège funèbre.
Parc :	Signifie tout terrain possédé ou acheté par la municipalité pour y établir un parc, un îlot de verdure, une zone écologique, une piste cyclable, qu'il soit aménagé ou non, ou tout terrain situé sur le territoire de la municipalité servant de parc-école, propriété d'une commission scolaire.
Passage pour piétons :	Désigne le passage destiné au passage des piétons identifié comme tel par une signalisation ou la partie de la chaussée comprise dans le prolongement des trottoirs.
Périmètre urbain :	La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans la municipalité telle que prévue au plan d'urbanisme et représentée sur le plan de zonage de la municipalité.
Personne :	Signifie et comprend tout individu, société ou corporation.
Piéton :	Désigne une personne qui circule à pied, dans un fauteuil roulant motorisé ou non, dans un carrosse, sur un tricycle ou sur un véhicule de trottoir.
Place privée :	Désigne toute place qui n'est pas une place publique telle que définie au présent article.
Place publique :	Désigne tout chemin public, rue, ruelle, allée, passage, fossé, trottoir, escalier, jardin, parc, promenade, terrain de jeux, estrade, forêt du domaine public, stationnement à l'usage du public, chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules, terrain de centres commerciaux, autre terrain où le public est autorisé à circuler, ou tout lieu extérieur où le public a accès.
Propriétaire :	Signifie toute personne qui possède un bien meuble ou immeuble en son nom propre à titre de propriétaire, d'usufruitier ou de grevé dans le cas de substitution ou de possesseur avec promesse de vente.
Rue :	Signifie l'espace compris entre les lignes qui séparent les terrains privés.

Signal de circulation :	Désigne toute affiche, signal, marque sur la chaussée ou autre dispositif, compatible avec le <u>Code de la sécurité routière</u> (L.R.Q., c. c.-24.2) et le présent règlement, installé par un officier municipal ou gouvernemental et permettant de contrôler et de régulariser la circulation des piétons et des véhicules ainsi que le stationnement des véhicules.
Solliciteur :	Signifie toute personne qui sollicite ou collecte de l'argent après une sollicitation téléphonique ou autre, ou toute personne qui vend des annonces, de la publicité, des insignes ou des menus objets, ou toute personne qui exerce quelque forme de sollicitation monétaire que ce soit dans les rues de la municipalité de porte-à-porte ou autrement.
Système d'alarme :	Dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité, tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de la présence d'un incendie;</li> <li>b) de la présence d'un intrus;</li> <li>c) de la commission d'une infraction ou d'une tentative d'infraction;</li> <li>d) d'une entrée non autorisée;</li> <li>e) dans toute autre situation.</li> </ul>
Trottoir :	Désigne la partie d'un chemin public réservée à la circulation des piétons.
Utilisateur :	Désigne toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé. Est réputé utilisateur, le propriétaire de l'immeuble.
Véhicule :	Le mot « véhicule » désigne un véhicule automobile, un véhicule autonome, un véhicule de commerce, un véhicule de promenade, un véhicule-outil, un véhicule lourd, un véhicule hors route ou un véhicule routier au sens du <i>Code de la sécurité routière</i> , R.L.R.Q., chapitre C-24.2.
Zone résidentielle :	Désigne la portion du territoire de la municipalité définie comme telle par le règlement de zonage en vigueur et ses amendements.

L'expression « Règlement sur les animaux en captivité » réfère au règlement adopté en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q. 1977, C-61.1 r.0.0001).

## **Article 7 Définitions additionnelles**

Les mots, termes et expressions non définis ont le sens donné par le Code de la sécurité routière (R.L.R.Q., c. C-24.2). Si un mot, un terme ou une expression n'y est pas spécifiquement noté, il s'emploie au sens communément attribué à ce mot, ce terme ou cette expression.



## CHAPITRE II - LES NUISANCES

### Article 8 Salubrité

Le fait de laisser, de déposer ou de jeter sur ou dans tout immeuble, des eaux sales ou stagnantes, des immondices, du fumier, des animaux morts, des matières fécales et d'autres matières malsaines ou nuisibles constitue une nuisance et est prohibé.

### Article 9 Déchets divers

Le fait de laisser, de déposer ou de jeter des branches mortes, des débris de démolition, de la ferraille, des déchets, des pneus, des détritiques, des papiers, des contenants vides ou non, de la vitre ou tout rebut de quelque nature que ce soit ou des substances nauséabondes sur ou dans tout immeuble constitue une nuisance et est prohibé.

### Article 10 Véhicules hors d'état de fonctionnement

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble, de laisser ou de permettre que soient laissés sur cet immeuble :

- a) des véhicules fabriqués depuis plus de sept (7) ans, non immatriculés, immatriculés mais dont les sommes prévues n'ont pas été payées à la Société d'Assurance Automobile du Québec ou immatriculés à des fins de remisage;
- b) des véhicules hors d'état de fonctionner;
- c) des rebuts ou pièces de machinerie, de véhicules ou de tout autre objet de cette nature.

Sur demande d'un responsable de l'application du présent règlement, il incombe à la personne visée par le présent article de fournir les numéros de série et démontrer l'état de fonctionnement des véhicules laissés sur un immeuble.

Chacun des paragraphes a), b) et c) du présent article constitue une infraction différente.

### Article 11 Hautes herbes

Le fait de laisser pousser des broussailles ou de l'herbe jusqu'à une hauteur de vingt-cinq (25) centimètres ou plus, dans une zone résidentielle ou dans le périmètre urbain, constitue une nuisance et est prohibé.

### Article 12 Mauvaises herbes

Le fait de laisser pousser sur un immeuble des mauvaises herbes constitue une nuisance et est prohibé.

Sont considérées comme des mauvaises herbes les plantes suivantes :

- 1) Herbes à poux (ambrosia SPP);
- 2) Herbes à puce (Rhusradicans);
- 3) Berce de Caucase;
- 4) ortie

### **Article 13      Disposition des huiles**

Le fait de déposer ou de laisser déposer des huiles ou de la graisse à l'extérieur d'un bâtiment, ailleurs que dans un contenant étanche, fabriqué de métal ou de matière plastique, muni et fermé par un couvercle, lui-même étanche, constitue une nuisance et est prohibé.

### **Article 14      Disposition de la neige, de la glace, des feuilles, de l'herbe ou de la cendre**

Le fait de jeter ou déposer dans une place publique, dans les eaux, ou cours d'eau municipaux, de la neige, de la glace, des feuilles, de l'herbe ou de la cendre, provenant d'un terrain privé, constitue une nuisance et est prohibé.

### **Article 15      Disposition des ordures et déchets**

Le fait de déverser des égouts ou de jeter des ordures, des déchets ou tout objet quelconque dans une place publique ou dans les eaux, les cours d'eau ou les fossés de la municipalité, constitue une nuisance et est prohibé.

### **Article 16      Utilisation des égouts**

Le fait de déverser, de permettre que soient déversés ou de laisser déverser dans les égouts, par le biais des éviers, des drains, des toilettes ou autrement, des déchets de cuisine et de table non broyés, des huiles, de la graisse ou d'autres déchets, constitue une nuisance et est prohibé.

### **Article 17      Véhicule en marche**

Le fait pour quiconque de laisser le moteur de son véhicule ou du véhicule dont il a la garde en marche au ralenti pour une durée supérieure à dix (10) minutes consécutives constitue une nuisance et est prohibé.

L'expression « marche au ralenti » signifie le mouvement d'un moteur qui tourne à une vitesse réduite pendant que le véhicule est immobilisé.

Sont exempté de l'application du présent article les véhicules d'urgence, les véhicules de service et les véhicules outils de la municipalité ou du ministère.

### **Article 18      De la vente d'articles dans une place publique**

La vente d'objets, de nourriture, de provisions, de produits ou de quelques articles ou autres objets dans une place publique en utilisant un véhicule, une bicyclette, un tricycle, un chariot, une charrette ou tout autre véhicule ou support similaire est interdite à moins que la personne qui effectue la vente ne soit détentrice d'un permis préalablement émis à cet effet, selon les conditions suivantes, lesquelles sont cumulatives :

- 1) en avoir fait la demande par écrit sur la formule fournie par la municipalité à cet effet et l'avoir signé;

- 2) en avoir payé les droits requis pour chaque véhicule, bicyclette, tricycle, chariot, charrette ou tout autre véhicule ou support similaire.

Le permis n'est valide que pour une période de soixante (60) jours à partir de la date de son émission.

Le permis doit être affiché de façon à être visible sur la partie extérieure du véhicule, de la bicyclette, du tricycle, du chariot, de la charrette ou de tout autre véhicule ou support similaire qui sert à la vente.

## **Article 19      Endroit**

Toute vente visée par l'article 18 du présent règlement ne doit être effectuée qu'alors que le véhicule, la bicyclette, le tricycle, le chariot, la charrette ou tout autre véhicule ou support similaire est immobilisé soit en bordure de la chaussée dans un endroit où le stationnement est spécifiquement autorisé pour le stationnement des véhicules, soit dans une case de stationnement identifiée à cet effet sur la chaussée ou par une signalisation, soit dans un autre endroit où le stationnement n'est pas prohibé tant en vertu d'une signalisation à cet effet que par un règlement relatif à la circulation routière ou au stationnement ou par les dispositions du Code de la sécurité routière du Québec (L.R. Q., c. C-24.2).

## **Article 20      Immobilisation du véhicule servant à la vente**

Tout véhicule, bicyclette, tricycle, chariot, charrette ou tout autre véhicule ou support similaire qui sert à la vente telle que visée à l'article 18 du présent règlement, doit respecter les conditions suivantes, lesquelles sont cumulatives :

- a) être stationné à plus de trente (30) centimètres de la bordure de la chaussée et dans le même sens que la circulation;
- b) être immobilisé de façon à ne pas obstruer la signalisation ou gêner la circulation, l'exécution de travaux, l'entretien du chemin ou à entraver l'accès à une propriété.

## **Article 21      Bruit**

Il est interdit en tout temps de faire, de provoquer ou d'inciter à faire de quelque façon que ce soit un bruit susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage

Est notamment susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage tout bruit répété, même s'il n'est pas constant.

Ne constitue pas une défense, le fait que ce bruit soit le résultat d'une activité commerciale ou industrielle, à moins que tous les moyens utiles aient été pris pour empêcher tel bruit de se propager à l'extérieur d'un immeuble ou dans l'environnement et pour en diminuer l'intensité au minimum.

## **Article 22 Haut-parleur extérieur**

Nul ne doit installer ou laisser installer ou utiliser ou laisser utiliser un haut-parleur ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons à l'extérieur d'un bâtiment.

## **Article 23 Haut-parleur intérieur**

Nul ne peut utiliser ou laisser utiliser un haut-parleur ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons à l'intérieur d'un bâtiment de façon à ce que les sons soient audibles à l'extérieur du bâtiment.

## **Article 24 Bruit extérieur**

Le fait d'émettre ou de permettre que soit émis là où sont présentées à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment des spectacles ou des œuvres musicales, instrumentales ou vocales préenregistrées ou non, provenant d'un haut-parleur ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons ou de toute autre manière, ou provenant d'un musicien présent sur place, un bruit ou une musique de façon à ce qu'il soit entendu à une distance de trente (30) mètres ou plus de la limite de l'immeuble sur lequel l'activité génératrice du son est située, constitue une nuisance et est prohibé.

## **Article 25 Exception**

Toutefois, les articles 21 à 24 du présent règlement ne s'appliquent pas lors d'une fête populaire ou d'un événement spécial dûment autorisé par le conseil municipal.

## **Article 26 Équipements mécaniques**

Le fait d'utiliser une tondeuse à gazon, une scie mécanique ou un autre appareil mécanique similaire entre 22 h et 7 h constitue une nuisance et est prohibé.

## **Article 27 Travaux susceptibles de causer du bruit la nuit**

Le fait d'exécuter ou de faire exécuter entre 23 h et 7 h des travaux susceptibles de causer un bruit de nature à troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage constitue une nuisance et est prohibé.

## **Article 28 Exceptions**

L'article 27 du présent règlement ne s'applique pas aux employés municipaux ni aux personnes qui exécutent des travaux sur le chemin public. Il ne s'applique pas non plus à tout travail de déneigement, tout travail exécuté lorsqu'il y a urgence ou aux activités agricoles ou agroforestières.

La preuve d'urgence incombe à la personne effectuant le travail.

**Article 29      **Bruit ou tumulte dans une place publique ou un endroit public****

Il est interdit de faire du bruit ou de causer du tumulte en criant ou en chantant dans une place publique ou un endroit public susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 30      **Bruit ou tumulte dans une place privée ou un endroit privé****

Il est interdit de faire du bruit ou de causer du tumulte en criant ou en chantant dans une place privée ou un endroit privé susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 31      **Production de bruit entre 23h00 et 7h00****

Entre 23 h et 7 h, il est interdit de causer ou permettre que soit causé du bruit excessif susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 32      **Bruit provenant d'un véhicule****

Il est interdit à un conducteur ou à un passager d'un véhicule de faire fonctionner la radio ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons susceptibles de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui sont de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 33      **Instrument de musique****

Il est interdit de jouer d'un instrument de musique entre 22 h et 7 h dans une place publique sauf sur autorisation du conseil municipal.

La preuve de l'obtention d'une autorisation du conseil municipal incombe à la personne visée par le présent article.

**Article 34      **Pétards et feux d'artifice****

Il est interdit de faire l'usage ou de permettre l'usage de pétards ou de feux d'artifice sans avoir obtenu au préalable un permis à cet effet auprès du responsable de l'application du présent règlement ou d'un règlement complémentaire ou du Directeur du service d'incendie.

La preuve de l'obtention du permis visé à l'alinéa 1 du présent article incombe à la personne visée.

**Article 35      **Sources lumineuses****

Constitue une nuisance et est prohibée, le fait de produire ou de tolérer que soit produit un rayonnement de toute source lumineuse au-delà des limites de l'immeuble duquel émane le rayonnement lumineux et susceptible de causer

un danger, de perturber ou de nuire au voisinage ou à la circulation des véhicules.

### **Article 36      Bâtiment désuet**

Il est interdit à un propriétaire de conserver sur sa propriété un bâtiment jugé désuet, dangereux ou malpropre.

### **Article 37      Endommager un terrain**

Il est interdit d'endommager ou de détruire les pelouses, les arbres ou les plantations de fleurs ou de verdure dans les endroits publics et les places publiques.

### **Article 38      État de propreté du terrain**

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant de tout immeuble a l'obligation de conserver son terrain, construit ou non, dans un bon état de propreté.

### **Article 39      État de propreté d'un bâtiment**

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant de tout immeuble a l'obligation de conserver sa maison, son bâtiment, son logement ou toute autre propriété foncière dans un bon état de propreté et de façon à être sécuritaire.

### **Article 40      Appel aux services d'urgence**

Il est interdit de composer le numéro de la ligne téléphonique du service d'urgence 911, du Service de protection des incendies, du Service de police ou de tout autre service d'urgence sans un motif raisonnable.

### **Article 41      Appel 911 sans urgence**

Il est interdit de provoquer par son comportement un appel à la ligne téléphonique du service d'urgence 911 pour un événement ne nécessitant pas un déplacement des services d'urgence.

## CHAPITRE III - LE STATIONNEMENT

### **Article 42 Stationnement sur un chemin public**

Il est interdit d'immobiliser ou de stationner un véhicule sur un chemin public pour faire le plein d'essence ou de manière à entraver l'accès d'une propriété ou à gêner la circulation.

### **Article 43 Stationnement en double**

Il est interdit de stationner en double dans les rues de la municipalité.

### **Article 44 Stationnement interdit**

Sauf en cas de nécessité ou dans les cas où une autre disposition du présent chapitre le permet, il est interdit d'immobiliser ou de stationner un véhicule à l'un ou l'autre des endroits suivants:

- 1) à moins de cinq (5) mètres d'un coin de rue, sauf aux endroits où des affiches permettent le stationnement sur des distances inférieures et là où des espaces de stationnement sont aménagés;
- 2) dans l'espace situé entre la ligne d'un lot et la rue proprement dite;
- 3) à l'angle perpendiculairement à une zone de rue;
- 4) sur le côté gauche de la chaussée dans les chemins publics composés de deux chaussées séparées par une plate-bande ou autre dispositif et sur lequel la circulation se fait dans un sens seulement;
- 5) dans les six (6) mètres d'une obstruction ou tranchée dans une rue;
- 6) aux endroits où le dépassement est prohibé, sauf s'il y a des espaces de stationnement aménagés;
- 7) en face d'une entrée privée;
- 9) dans un parc à moins d'une indication contraire;
- 10) dans un espace de verdure, en bordure d'une chaussée, sur les bandes médianes, plates-bandes ou sur tout espace qui sert de division à deux ou plusieurs voies de circulation;
- 11) à un endroit interdit par la signalisation;
- 12) à moins de cinq (5) mètres d'une borne-fontaine et d'un signal d'arrêt;
- 13) sur un trottoir;
- 14) sur un passage pour piétons;
- 15) à un endroit réservé aux femmes enceintes ou aux parents d'un jeune enfant, dûment identifié;
- 16) sur un espace réservé aux taxis;
- 17) sur une voie ferrée;
- 18) sur un pont;
- 19) sur un viaduc ou dans un tunnel;
- 20) de manière à cacher un signal de circulation;
- 21) dans une zone de terrains de jeux identifiée par affiche;
- 22) dans une zone d'arrêt d'autobus;
- 23) dans une zone de débarcadère.

Malgré les interdictions prévues au présent article et dans la mesure où cette manœuvre peut être effectuée sans danger, le conducteur d'un véhicule qui transporte une personne handicapée peut immobiliser son véhicule pour permettre à cette personne d'y monter ou d'en descendre.

Chacun des paragraphes 1 à 23 de l'alinéa 1 du présent article constitue une infraction différente.

## **Article 45 Stationnement dans le but de vendre**

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public, sur un chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules ainsi que sur les terrains de centres commerciaux et autres terrains où le public est autorisé à circuler, dans le but de le vendre ou de l'échanger.

## **Article 46 Stationnement de camions en zone résidentielle**

Il est interdit en tout temps de stationner sur un chemin public dans une zone résidentielle un camion, une remorque, une semi-remorque ou un essieu amovible, sauf pour effectuer une livraison ou un travail.

## **Article 47 Stationnement de camions hors d'une zone résidentielle**

Il est interdit en tout temps de stationner sur un chemin public hors d'une zone résidentielle un camion, une remorque, une semi-remorque ou un essieu amovible pendant une période de plus de soixante (60) minutes, sauf pour effectuer une livraison ou un travail.

## **Article 48 Abandon d'un véhicule**

Il est interdit d'abandonner un véhicule sur un chemin public.

## **Article 49 Travaux de voirie, enlèvement et déblaiement de la neige**

Il est interdit de stationner un véhicule à l'un ou l'autre des endroits suivants :

- a) à un endroit où il pourrait gêner l'enlèvement ou le déblaiement de la neige ou les travaux de déglacage des chemins publics;
- b) à un endroit où il pourrait gêner l'exécution des travaux de voirie municipale alors que des enseignes ou des affiches à cet effet ont été posées.

## **Article 50 Remorquage**

Tout responsable de l'application du présent règlement est autorisé à faire enlever ou déplacer tout véhicule stationné en contravention avec l'article 49 du présent règlement.

Les véhicules remorqués en application du présent article le sont aux frais du propriétaire ou du locataire à long terme, lequel ne peut reprendre possession de son véhicule qu'après avoir acquitté les frais de remorquage et de remisage.



## **Article 51 Stationnement de nuit durant l'hiver**

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public durant la période hivernale, soit du 15 novembre au 31 mars, de 24 h à 7 h.

## **Article 52 Stationnement dans une aire de jeux ou une aire de service**

Il est interdit de stationner un véhicule dans une aire de jeux ou une aire de service.

## **Article 53 Véhicule sans surveillance**

Nul ne peut laisser sans surveillance un véhicule dont il a la garde sans avoir préalablement enlevé la clef du contact et verrouillé les portières.

En outre des chemins publics, le présent article s'applique sur les chemins privés ouverts à la circulation publique des véhicules ainsi que sur les terrains des centres commerciaux et autres terrains où le public est autorisé à circuler.

# **CHAPITRE IV - LA CIRCULATION**

## **SECTION I – Dispositions générales**

### **Article 54 Signalisation**

Toute personne doit se conformer à un signal de circulation installé par un officier municipal ou gouvernemental, sauf si une personne autorisée légalement à diriger la circulation en ordonne autrement.

### **Article 55 Dommages aux signaux de circulation**

Il est interdit d'endommager, de déplacer ou de masquer volontairement un signal de circulation.

### **Article 56 Participation à une parade**

Il est interdit d'organiser ou de participer à une parade, à une démonstration ou à une procession qui est susceptible de nuire, de gêner ou d'entraver la circulation sur un chemin public.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la parade, la démonstration ou la procession a été autorisée par le conseil municipal et qu'elle se déroule conformément aux conditions et restrictions de l'autorisation.

### **Article 57 Participation à une course**

Il est interdit d'organiser ou de participer à une course de véhicules, à une course à pied ou à bicyclette sur tout chemin public.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la course a dûment été autorisée par le conseil municipal et qu'elle se déroule conformément aux conditions et restrictions de l'autorisation.

## **Article 58 Nuisance**

Il est interdit au conducteur d'un véhicule de nuire à la circulation dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) à l'occasion d'une procession, d'une parade ou d'une démonstration autorisée par le conseil municipal;
- b) à l'occasion d'un cortège funèbre formé de véhicules identifiés à l'aide de bannières fluorescentes ou de tout autre signe distinctif.

## **SECTION II – USAGE DES RUES**

### **Article 59 Déchets sur la chaussée**

Il est interdit de circuler avec un véhicule qui laisse échapper sur un chemin public des débris, des déchets, de la boue, du fumier, de la terre, des pierres, du gravier ou des matériaux de même nature.

### **Article 60 Endommager la chaussée**

Il est interdit d'endommager un chemin public de quelque manière que ce soit.

### **Article 61 Nettoyage**

Le conducteur, le propriétaire ou le locataire à long terme d'un véhicule qui contrevient à l'article 59 du présent règlement doit immédiatement nettoyer ou faire nettoyer le chemin public concerné.

À défaut, tout responsable de l'application du présent règlement est autorisé à effectuer le nettoyage aux frais du conducteur, du propriétaire ou du locataire à long terme du véhicule visé.

### **Article 62 Responsabilité de l'entrepreneur**

Aux fins de l'application des articles 59 à 61 du présent règlement, est également responsable un entrepreneur dont un employé, un préposé ou un sous-traitant contrevient aux articles 59 à 60 et peut se voir réclamer les frais prévus à l'article 61.

### **Article 63 Déchets sur un chemin public ou dans un fossé**

Il est interdit de jeter, de déposer ou d'abandonner des papiers, des déchets, des objets ou des matières quelconques sur un chemin public ou dans un fossé.

## **Article 64      Obstacle à la circulation**

Il est interdit d'entraver au moyen d'un obstacle la circulation sur un chemin public.

Il est également interdit d'entraver au moyen d'un obstacle l'entrée et la libre circulation dans un chemin servant de déviation à un chemin public, même sur une propriété privée.

## **Article 65      Conduite sur un trottoir**

Il est interdit de conduire un véhicule sur un trottoir.

## **Article 66      Conduite dans un parc**

Sauf pour les véhicules autorisés, il est interdit de circuler avec un véhicule dans un parc autrement que dans un passage prévu à cette fin.

## **Article 67      Conduite dans une aire de jeux ou dans une aire de service**

Il est interdit de circuler avec un véhicule dans une aire de jeux ou une aire de service sans l'autorisation requise.

## **Article 68      Véhicules hors route**

Sauf dans les endroits et au temps spécialement prévus à cette fin, l'usage d'un véhicule hors route est interdit dans un chemin public, sur un trottoir, dans un parc, sur un terrain appartenant à la municipalité ou sur un terrain privé sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du propriétaire de ce terrain.

## **Article 69      Conduite d'un véhicule**

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait pour une personne au volant d'un véhicule de commettre l'une ou l'autre des actions suivantes:

- a) de faire crisser inutilement ses pneus sur la chaussée;
- b) d'effectuer un démarrage ou une accélération injustifiée;
- c) d'appliquer de façon brutale et injustifiée les freins;
- d) de faire tourner le moteur du véhicule à une vitesse supérieure à celle prévue lorsque l'embrayage est au neutre.

Chacun des paragraphes a), b), c) et d) du présent article, constitue une infraction différente.

## **SECTION III – LES PIÉTONS**

## **Article 70      Passage pour piétons**

Tout conducteur d'un véhicule ou d'une bicyclette est tenu de céder le passage à tout piéton qui s'engage ou est sur le point de s'engager sur une chaussée ou qui se trouve dans une zone de priorité pour piétons.

Les zones de priorité pour piétons sont indiquées au moyen d'un panneau de signalisation.

#### **Article 71 Sollicitation sur la chaussée**

Il est interdit à tout piéton de se tenir sur la chaussée pour solliciter son transport ou pour traiter avec l'occupant d'un véhicule.

### **CHAPITRE V – LES COMMERCES**

#### **Article 72 Sollicitation ou colportage**

Il est interdit de solliciter ou faire du colportage sur l'ensemble du territoire de la municipalité.

#### **Article 73 Exceptions – Étudiants et organisme (OSBL)**

Nonobstant les termes de l'article 72 du présent règlement, les étudiants ou les membres d'organismes sans but lucratif (OSBL) du territoire de la municipalité sont autorisés à solliciter dans le but d'amasser des fonds dans la mesure où ils sont identifiés par l'organisme ou l'école au bénéfice de laquelle la sollicitation est effectuée.

Sur demande d'un responsable de l'application du présent règlement, une preuve de leur condition doit être fournie.

### **CHAPITRE VI – DE L'ORDRE ET DE LA PAIX PUBLIQUE**

#### **Article 74 Consommation de boissons alcoolisées**

Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées ou d'avoir en sa possession des boissons alcoolisées dont l'ouverture du contenant n'est pas scellée dans toute place publique sauf si une résolution de la municipalité l'autorise ou si un permis d'alcool est valide pour cet endroit.

#### **Article 75 Ivresse**

Il est interdit de se trouver en état d'ivresse dans l'un ou l'autre des endroits suivants :

- a) une place publique ou un endroit public de la municipalité;
- b) une place privée ou un endroit privé sans le consentement du propriétaire ou du responsable des lieux.

Est en état d'ivresse toute personne qui est sous l'influence de l'alcool ou d'une drogue quelconque incluant le cannabis.

**Article 76 Réunion tumultueuse**

Il est interdit de troubler la paix ou l'ordre public lors d'une assemblée, d'un défilé ou d'un autre attroupement dans une place publique.

Pour les fins du présent article, les expressions « assemblée », « défilé » ou « autres attroupements » désignent tout groupe de plus de trois (3) personnes.

**Article 77 Organisateur – nuisance**

Il est interdit d'organiser une activité (fête, party, ou autre) dans un lieu public ou privé entraînant la violation de toute disposition du présent chapitre.

**Article 78 Uriner ou déféquer**

Il est interdit d'uriner ou de déféquer dans une place publique ou dans un endroit public ailleurs qu'aux endroits expressément aménagés à ces fins.

**Article 79 Indécence**

Il est interdit d'être nu ou d'être vêtu de façon indécente dans une place publique ou dans un endroit public.

**Article 80 Ouverture des parcs municipaux**

Il est interdit de se trouver dans un parc en dehors de la période prévue par la signalisation.

**Article 81 Événement spécial**

Tout événement spécial organisé dans un parc ou une place publique doit être préalablement autorisé par le conseil municipal.

**Article 82 Heures de baignade**

Il est interdit de se trouver sur le terrain d'une plage municipale ou d'une piscine municipale en tout temps lorsqu'il n'y a pas sur place un sauveteur en service officiellement attitré par la municipalité.

**Article 83 Être avachi, étendu ou endormi dans une place publique ou un endroit public**

Il est interdit d'être avachi, d'être étendu ou de dormir dans une place publique ou dans un endroit public sans excuse raisonnable.

**Article 84 Être avachi, étendu ou endormi dans une place privée ou un endroit privé**

Il est interdit d'être avachi, d'être étendu ou de dormir dans une place privée ou dans un endroit privé sans le consentement du propriétaire ou du responsable des lieux.

**Article 85**      **Errer dans une place publique ou dans un endroit public**

Il est interdit d'errer dans une place publique ou dans un endroit public sans excuse raisonnable.

**Article 86**      **Errer dans une place privée ou dans un endroit privé**

Il est interdit d'errer dans une place privée ou dans un endroit privé sans le consentement du propriétaire ou du responsable des lieux.

**Article 87**      **École**

Il est interdit de se trouver sur le terrain d'une école sans motif raisonnable.

**Article 88**      **Refus de quitter un endroit public ou une place publique**

Il est interdit à toute personne de refuser de quitter un endroit public ou une place publique lorsqu'elle en est sommée par une personne qui en assure la surveillance ou en a la responsabilité ou par un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

**Article 89**      **Refus de quitter une place privée ou un endroit privé**

Il est interdit à toute personne de refuser de quitter une place privée ou un endroit privé lorsqu'elle en est sommée par une personne qui y réside ou qui en assure la surveillance ou en a la responsabilité ou par un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

**Article 90**      **Injures**

Il est interdit de provoquer, d'insulter, d'injurier, de blasphémer ou de molester un agent de la paix, un officier municipal ou toute personne chargée de l'application de la réglementation municipale dans l'exercice de ses fonctions.

**Article 91**      **Entrave**

Il est interdit d'entraver ou de nuire de quelque manière que ce soit à un agent de la paix, un officier municipal ou toute personne chargée de l'application de la réglementation municipale dans l'exercice de ses fonctions.

**Article 92**      **Frapper et sonner aux portes**

Il est interdit de frapper ou de sonner à la porte, à la fenêtre ou à toute autre partie d'un endroit public ou privé sans excuse raisonnable.

## **Article 93      Détériorer la propriété**

Il est interdit de mutiler, endommager ou détériorer une enseigne ou la propriété d'autrui.

## **Article 94      Graffiti**

Il est interdit de dessiner, peindre ou marquer autrement les biens de la propriété publique.

## **Article 95      Violence dans une place publique ou un endroit public**

Commet une infraction, toute personne qui se bat, se tiraille ou utilise la violence de quelque manière que ce soit dans une place publique ou un endroit public.

## **Article 96      Violence dans une place privée ou un endroit privé**

Commet une infraction, toute personne qui se bat, se tiraille ou utilise la violence de quelque manière que ce soit dans une place privée ou un endroit privé.

## **Article 97      Armes**

Il est interdit de se trouver dans une place publique ou un endroit public, à pied ou dans un véhicule, en ayant sur soi un couteau, une épée, une machette, une arme à air comprimé, une imitation d'arme à feu, une arme à feu, ou un autre objet similaire, sans excuse raisonnable.

Aux fins du présent article, l'auto-défense ne constitue pas une excuse raisonnable.

## **Article 98      Arme à feu**

Il est interdit de faire usage d'une arme à feu, une arme à air comprimé, un arc ou une arbalète à moins de cent cinquante (150) mètres de toute maison, bâtiment, édifice, parc ou sentier multifonctionnel (piste cyclable ou sentier récréatif).

À proximité d'un périmètre urbain, cette distance devant être d'au moins cinq cents (500) mètres pour les armes à feu.

## **Article 99      Disposition des déchets**

Les papiers, les sacs, les paniers et les autres articles destinés à transporter de la nourriture ou des rafraîchissements doivent être déposés dans les réceptacles prévus à cette fin après usage.

## **Article 100     Projectiles**

Il est interdit de lancer des pierres, boules de neige, bouteilles ou tout objet ou matière pouvant constituer un projectile dans une place publique ou privée ou dans un endroit public ou privé.

## **Article 101 Respect et civilité dans les places publiques et les bâtiments municipaux**

Toute personne qui fréquente une place publique, un endroit public ou un bâtiment municipal doit adopter un comportement civilisé et utiliser un langage respectueux envers les autres usagers et les employés ou les représentants de la municipalité et éviter de nuire aux activités et au bon fonctionnement de ces lieux.

Toute personne qui ne respecte pas le premier alinéa du présent article peut, en plus de se voir imposer une amende, être expulsée par le responsable des lieux.

## **CHAPITRE VII – SYSTÈMES D'ALARME**

### **Article 102 Fausse alarme**

Toute fausse alarme constitue une infraction imputable à l'utilisateur, quelle qu'en soit la durée.

### **Article 103 Responsabilité de l'utilisateur**

Lors de la survenance d'une fausse alarme, l'utilisateur ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés, pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou pour rétablir le système s'il y a lieu.

Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable à l'utilisateur, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

## **CHAPITRE VIII – LES ANIMAUX**

### **SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA GARDE DES ANIMAUX**

#### **Sous-section I – ANIMAUX AUTORISÉS**

### **Article 104 Animaux autorisés et interdits**

Il est interdit de garder partout dans les limites de la municipalité un animal autre que les animaux suivants :

- a) les petits animaux de compagnie tels les chiens et les chats;
- b) les petits mammifères tels les cochons d'Inde, hamsters, lapins, souris, rats, gerbilles et furets;
- c) les poissons d'aquarium;
- d) les oiseaux de cage tels les perruches, inséparables, serins, canaris, pinsons, tourterelles et colombes.

Nonobstant les termes de l'alinéa 1 du présent article, il est permis de garder dans les zones rurales où le règlement d'urbanisme le permet, des animaux



agricoles tels les bovins, équidés, volailles, lapins, porcs et autres animaux habituellement gardés sur des fermes d'élevage.

Nonobstant les alinéas 1 et 2 du présent article, il est interdit de garder, partout dans les limites de la municipalité, des animaux exotiques ou sauvages tels que précisés par le Règlement sur les animaux en captivité.

Cet article ne s'applique pas au détenteur d'un permis de Zoo.

## **SOUS-SECTION II – NORMES ET CONDITIONS MINIMALES DE GARDE**

### **Article 105 Nombre**

Il est interdit de garder dans une résidence, un logement ou sur le terrain où est situé cette résidence ou ce logement ou dans les dépendances de ceux-ci, un nombre total combiné de chiens ou de chats supérieur à quatre (4), sauf sur un immeuble à usage agricole où le nombre de chats n'est pas limité.

### **Article 106 Exception**

Nonobstant les termes de l'article 105 du présent règlement, le gardien d'une chatte ou d'une chienne qui met bas bénéficie d'un délai de cent vingt (120) jours suivant la *mise-bas* afin de disposer des chatons ou des chiots pour se conformer au présent règlement.

### **Article 107 Abandon d'animal**

Il est interdit d'abandonner un animal dans le but de s'en défaire.

Toute personne désirant se défaire d'un animal doit soit le faire euthanasier chez un vétérinaire, soit le placer dans une nouvelle famille ou, dans le cas d'un petit animal de compagnie, l'apporter au responsable de l'application du présent règlement.

La personne responsable de l'application du présent règlement qui se voit apporter un petit animal de compagnie pourra en disposer par la suite à sa convenance soit par adoption, soit par euthanasie. Les frais, s'il y a lieu, sont à la charge du gardien de l'animal.

### **Article 108 Animal abandonné**

Suite à une plainte à l'effet qu'un animal a été abandonné par son gardien, le responsable de l'application du présent règlement peut procéder à une enquête et, s'il y a lieu, disposer de l'animal par adoption ou par euthanasie.

Le gardien, s'il est retracé est responsable des frais encourus et est sujet à des poursuites en vertu du présent chapitre.

### **Article 109 Animal mort**

Le gardien d'un animal mort doit, dans les vingt-quatre (24) heures de son décès, en disposer à ses frais selon l'une ou l'autre des options suivantes :

- a) le remettre à un vétérinaire;

- b) en disposer à tout endroit légalement autorisé à recevoir les animaux morts;
- c) le remettre à la SPA.

### **Sous-section III – NUISANCES**

#### **Article 110 Combat d'animaux**

Il est interdit d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.

#### **Article 111 Cruauté**

Il est interdit de faire des cruautés à un animal, de le maltraiter, le molester, le harceler ou le provoquer.

#### **Article 112 Excréments**

Le gardien d'un animal doit immédiatement nettoyer, par tous les moyens appropriés, toute place publique, endroit public, parc ou toute propriété privée salie par les excréments laissés par un animal dont il est le gardien et en disposer d'une manière hygiénique.

Le gardien d'un animal doit toujours avoir en sa possession le matériel nécessaire afin de procéder au nettoyage et au retrait des excréments de son animal.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un chien guide.

#### **Article 113 Animal errant**

Toute personne qui trouve un animal errant doit le signaler immédiatement à un responsable de l'application du présent règlement et, sur demande, le lui remettre sans délai.

#### **Article 114 Poison**

Il est interdit d'utiliser ou de permettre que soit utilisé du poison pour la capture ou pour causer la mort de tout animal.

#### **Article 115 Cheval**

Sauf aux endroits spécialement pourvus à cette fin ou lorsque la municipalité en a donné l'autorisation, il est interdit de conduire un cheval dans un parc.

Est également interdit à tout gardien le fait de laisser sur un chemin public ou une place publique un cheval, attelé ou non, sauf s'il est sous la garde d'une personne responsable ou s'il est entravé, attaché ou retenu.

## **Article 116 Événement**

Il est interdit à tout gardien d'amener un animal dans une place publique lors d'une fête, un événement ou un rassemblement populaire

Le présent article ne s'applique pas à un chien guide ou à l'occasion d'un événement spécifiquement relié aux animaux tels un spectacle équestre, une exposition canine ou féline ou un autre événement du genre.

## **Article 117 Baignade**

Il est interdit à tout gardien de baigner ou tolérer que se baigne un animal dans les piscines, les fontaines, les bassins, les étangs et les plages publics.

Le présent article ne s'applique pas lorsqu'un panneau de signalisation permet spécifiquement la baignade d'un animal à l'endroit visé.

## **Article 118 Animal en liberté**

Il est interdit à tout gardien de laisser un animal en liberté hors des limites du bâtiment, logement ou terrain occupé par ce gardien. Hors de ces limites, le gardien de l'animal doit le tenir captif ou en laisse.

Cet article ne s'applique pas aux chats.

## **Article 119 Places publiques et parcs - tenu en laisse**

Aucun animal ne peut se trouver dans une place publique ou dans un parc à moins qu'il ne soit tenu en laisse par son gardien.

Nonobstant l'alinéa 1 du présent article, un animal ne peut en aucun moment être laissé seul dans une place publique ou dans un parc, qu'il soit attaché ou non.

Le gardien d'un animal qui contrevient au présent article commet une infraction.

## **Article 120 Chien d'attaque**

Il est interdit de garder un chien d'attaque sur le territoire de la municipalité.

### **Sous-section IV – POUVOIRS**

## **Article 121 Plainte**

Dans le cas où une plainte est portée en vertu de la présente section, le responsable de l'application du présent règlement peut procéder à une enquête et, si la plainte s'avère véridique et justifiée, le responsable de l'application du présent règlement donne avis au gardien de voir à apporter les correctifs dans les cinq (5) jours à défaut de quoi le gardien est dans l'obligation de se départir du ou des animaux en cause.

Si une seconde plainte est portée contre ce même gardien et qu'elle s'avère véridique et justifiée, le responsable de l'application du présent règlement peut

ordonner au gardien de se départir de son ou de ses animaux dans les sept (7) jours suivants, le tout sans préjudice aux droits de la municipalité de poursuivre pour une infraction au présent règlement.

## **Article 122      Pouvoir général d'intervention**

Le responsable de l'application du présent règlement peut, en tout temps et pour des motifs raisonnables, ordonner pour un animal la détention ou l'isolement pour une période déterminée, l'imposition de normes de garde ou l'euthanasie.

Commet une infraction, le gardien d'un animal qui ne se conforme pas à cette ordonnance.

## **Article 123      Euthanasie immédiate**

Un animal qui constitue une nuisance peut être euthanasié immédiatement lorsque sa capture constitue un danger pour la sécurité des personnes.

# **SECTION II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS**

## **SOUS-SECTION I – NORMES SUPPLÉMENTAIRES**

### **Article 124      Nuisance**

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des nuisances et sont interdits :

- 1) le fait, pour un chien, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix, la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes;
- 2) le fait, pour un chien, de déplacer ou de fouiller dans les ordures ménagères;
- 3) le fait, pour un gardien, de se trouver dans les places publiques avec un chien sans être capable de le maîtriser en tout temps;
- 4) le fait, pour un chien, de se trouver sur un terrain privé sans le consentement express du propriétaire, gardien ou de l'occupant de ce terrain, cette disposition ne s'applique pas à un chien guide;
- 5) le fait, pour un chien, de causer des dommages à une pelouse, terrasse, jardin, fleurs ou jardin de fleurs, arbuste ou autres plantes;
- 6) le fait, pour un chien, de mordre un animal ou une personne qui se comporte pacifiquement;
- 7) le fait, pour un chien, de tenter de mordre une personne qui se comporte pacifiquement;
- 8) le fait, pour un chien de se trouver sur une place publique où une enseigne indique que la présence du chien est interdite, cette disposition ne s'applique pas au chien guide;
- 9) le fait de négliger de nettoyer de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquate;
- 10) le fait, pour un gardien, de laisser son chien seul sans la présence d'un gardien ou de soins appropriés pour une période de plus de vingt-

quatre (24) heures;

- 11) le refus d'un gardien de laisser le responsable de l'application du présent règlement inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent règlement;
- 12) le fait, pour un gardien, de se trouver dans une aire de jeux avec son chien;

Commet une infraction le gardien ou toute personne qui garde, est propriétaire ou est en possession d'un chien constituant une nuisance au sens du présent article.

Chacun des paragraphes 1 à 12 de l'alinéa 1 du présent article constitue une infraction différente.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à un chien guide.

## **Article 125 Chien dangereux**

Constitue une nuisance et est interdit sur l'ensemble du territoire tout chien dangereux.

Est réputé dangereux tout chien qui selon l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) sont déclarés dangereux par un service de protection des animaux ou un service vétérinaire suite à une analyse du caractère et de l'état général de l'animal;
- b) sans malice ni provocation a mordu ou a attaqué une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi ou un autre animal dont le gardien respecte le présent règlement, lui causant une blessure ayant nécessité une intervention médicale, telle qu'une plaie profonde ou multiple, une fracture, une lésion interne ou autre;
- c) sans malice et sans provocation, se trouvant à l'extérieur du terrain où est situé le bâtiment occupé par son gardien ou à l'extérieur du véhicule de son gardien, mord ou attaque une personne ou un autre animal ou, manifeste autrement de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi.

Commet une infraction le gardien ou toute personne qui garde, est propriétaire ou est en possession d'un chien constituant une nuisance au sens du présent article.

## **Article 126 Intervention**

Tout responsable de l'application du présent règlement peut capturer, euthanasier ou faire euthanasier sur-le-champ un chien constituant une nuisance au sens des articles 124 et 125 du présent règlement.

## **Sous-section II – Pouvoirs**

## **Article 127 Pouvoirs**

Le responsable de l'application du présent règlement peut dans le cadre de l'application des dispositions de la présente section, en tout temps pour des motifs raisonnables, ordonner la détention ou l'isolement pour une période déterminée d'un animal, l'obligation de lui faire subir des tests de comportement, l'imposition de normes de garde dont la stérilisation ou le port obligatoire de la muselière dans les endroits publics, l'obligation de suivre des cours d'obéissance, l'implantation de micropuce, l'euthanasie ou toute autre norme qu'il juge nécessaire.

Commet une infraction, le gardien d'un animal qui ne se conforme pas à cette ordonnance.

### **SECTION III – DISPOSITIONS FINALES**

## **Article 128 Pouvoir d'inspection**

Commet une infraction, le gardien qui refuse au responsable de l'application du présent règlement d'inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent chapitre.

## **Article 129 Responsabilité – euthanasie**

Tout responsable de l'application du présent règlement qui conformément au présent règlement euthanasie un animal ne peut être tenu responsable du fait d'un tel acte.

## **Article 130 Responsabilité – dommages ou blessures**

Ni la municipalité et ni le responsable de l'application du présent règlement ne pourra être tenu responsable des dommages ou blessures causés à un animal à la suite de sa capture et de sa mise en fourrière.

## **Article 131 Responsabilité du gardien**

Tout animal qui est la cause d'une infraction à l'encontre du présent chapitre peut être enfermé à la fourrière ou à tout endroit désigné par le responsable de l'application du présent règlement, et son gardien doit en être avisé aussitôt que possible.

Le gardien doit réclamer l'animal au plus tard dans les cinq (5) jours après avoir été avisé. Tous les frais de transport et de pension sont à la charge du gardien, faute de quoi, le responsable de l'application du présent règlement peut disposer de l'animal par adoption ou en le soumettant à l'euthanasie.

Le gardien d'un animal mis en fourrière doit payer les frais de transport, de pension, d'euthanasie et autres frais encourus même s'il ne réclame pas son animal.

## CHAPITRE IX - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 132      **Responsable de l'application du règlement**

L'expression « responsable de l'application du présent règlement » désigne l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) tout officier municipal nommé par résolution du conseil à cet effet;
- b) toute personne ou organisme nommé par résolution du conseil à cet effet;
- c) les agents de la paix de la Sûreté du Québec.

### Article 133      **Heures de visites du responsable**

Le responsable de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

## CHAPITRE X – SANCTIONS

### Article 134      **Commission d'une infraction**

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction.

Toute personne qui conseille, encourage ou incite une autre personne à faire une chose qui constitue une infraction ou qui commet ou omet de faire une chose qui a pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction, commet elle-même l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait été ou pas poursuivi ou déclaré coupable.

### Article 135      **Pénalités – 1<sup>ère</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 11 à 35, 40 à 41 et 54 à 103 à l'exception des articles 13, 15, 16, 25, 28, 60 à 62, 69, 73 et 77 du présent règlement, est passible en plus des frais à une amende minimale de 100,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 200,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 200 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 400 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une

première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

## **Article 136 Pénalités – 2<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 60 à 62, 69, 73, 104 à 128 à l'exception des articles 106, 121, 123, 124(6), 124(7), 125 et 126 est passible en plus des frais à une amende minimale de 200 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 400 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 400 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 800 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 8 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

## **Article 137 Pénalités – 3<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 13, 15, 16, 77, 124(6), 124(7) et 125 est passible en plus des frais à une amende minimale de 500 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 1000 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 2000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 5 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 10 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 10 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 20 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

## **Article 138 Pénalités – 4<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 8 à 10 et 36 à 39 commet une infraction et est passible en plus des frais à une amende minimale de 250 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 500 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 500 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 2 500 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 5 000 \$ pour une



première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 5 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 10 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

### **Article 139 Pénalités – 5<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 42 à 53 à l'exception de l'article 50 est passible en plus des frais à une amende de 50 \$.

### **Article 140 Infraction continue**

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

## **CHAPITRE XI – ABROGATION**

### **Article 141 Abrogation**

Le présent règlement abroge toute disposition antérieure ayant le même objet contenu dans tout règlement municipal, incompatible ou contraire au présent règlement et plus particulièrement les dispositions contenues dans le règlement numéro 91-2019 de la municipalité du canton de Hampden.

## **CHAPITRE XII – ENTRÉE EN VIGUEUR**

### **Article 142 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

#10.8 2019-044

### **Adoption règlement 92-2019 concernant la consommation de cannabis dans les endroits publics**

#### **RÈGLEMENT CONCERNANT LA CONSOMMATION DE CANNABIS DANS LES ENDROITS PUBLICS**

**ATTENDU QUE** le gouvernement fédéral a annoncé que la légalisation du cannabis prendrait effet le 17 octobre 2018 ;

**ATTENDU QUE** l'encadrement du cannabis au Québec est défini dans la Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière, sanctionnée le 12 juin 2018;

**ATTENDU QUE** la Loi sur les compétences municipales, RLRQ, c. C-47.1, confère une compétence aux municipalités locales en matière de nuisances, de paix, d'ordre et de bien-être général de leur population;

**ATTENDU QUE** le conseil juge nécessaire d'adopter un règlement pour encadrer la consommation de cannabis pour le bien-être général de la population du territoire de la municipalité;

**ATTENDU QU'UN** avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé à la séance du 5 février 2019 par la conseillère Madame Lisa Irving et résolu à l'unanimité des membres présents

**EN CONSÉQUENCE**, Il est proposé par la conseillère Madame Sylvie Caron et résolu à l'unanimité des membres présents, que le règlement portant le numéro 92-2019 soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce qui suit :

### **Article 1 – Préambule**

Le préambule et les annexes font partie intégrante du présent règlement.

### **Article 2 – Définitions**

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

**Accessoire :**

- a) Toute chose présentée comme pouvant servir à la consommation de cannabis, notamment les papiers à rouler ou les feuilles d'enveloppe, les porte-cigarettes, les pipes, les pipes à eau, les bongs ou les vaporisateurs ;
- b) Toute chose réputée présentée comme pouvant servir à la consommation de cannabis aux termes du paragraphe 3 de la Loi sur le cannabis (L.C. 2018, ch. 16).

**Cannabis :**

Plante de cannabis et toute chose visée à l'annexe 1 de la Loi sur le cannabis (L.C. 2018, ch. 16). Sont exclues de la présente définition les choses visées à l'annexe 2 de la même loi.

**Endroit public :**

Pour l'application du présent règlement, un endroit public désigne notamment les parcs, les cimetières, les arénas, les rues, les pistes cyclables, les pistes de ski de fond, les véhicules de transport public, les aires à caractère public, les magasins, les garages, les églises, les hôpitaux, les écoles, les centres communautaires, les édifices municipaux ou gouvernementaux, les restaurants, les bars, les brasseries ou tout autre établissement du genre et où des services sont offerts au public, incluant les places publiques.

**Fumer :**

Pour l'application du présent règlement, « fumer » vise également l'usage d'une pipe, d'un bong, d'une cigarette électronique ou de tout autre dispositif de cette nature. De plus, l'action de fumer au sens du présent article vise également l'action de vapoter.

**Parc :**

Pour l'application du présent règlement, un parc désigne l'ensemble des parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction ; ce mot comprend notamment tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès pour la pratique de sports, pour le loisir ou à des fins de repos, de détente et/ou pour toute autre fin similaire.

**Place publique :**

Pour l'application du présent règlement, une place publique désigne notamment tout chemin, rue, ruelle, place ou voie publique, allée, passage, trottoir, escalier, jardin, aire de repos, piscine, aréna, patinoire, centre communautaire, terrain de tennis, piste multifonctionnelle, promenade, sentier pédestre, piste cyclable, terrain de jeux, estrade, stationnement à l'usage du public, tout lieu de rassemblement extérieur où le public a accès.

### **Article 3 – Consommation de cannabis**

Il est interdit à toute personne dans un endroit public, dans une place publique ou dans un parc de fumer ou de consommer du cannabis.

Contrevient au présent règlement, notamment, toute personne qui fume à l'aide d'un accessoire habituellement utilisé pour fumer du cannabis ou qui fume alors qu'il se dégage du produit consommé une odeur de cannabis, à moins qu'elle ne présente une preuve contraire selon laquelle il ne s'agit pas de cannabis.

### **Article 4 – Mégot de cannabis**

Le fait de jeter un mégot de cannabis dans le domaine public constitue une nuisance et est prohibé.

### **Article 5 – Responsabilité - Constats d'infraction**

Le conseil municipal autorise de façon générale tout agent de la paix, avocat dûment nommé par résolution émanant du conseil municipal ainsi que les employés de la municipalité nommés par résolution à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et, autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin.

Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

### **Article 6 – Amendes**

Toute personne contrevenant à quelqu'une des dispositions du présent chapitre est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cent dollars (100,00 \$), mais ne pouvant dépasser trois cents dollars (300,00 \$).

Si une infraction est continue, le contrevenant est passible de l'amende édictée ci-dessus pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

Au surplus et sans préjudice des dispositions prévues au présent article, la municipalité conserve tout autre recours pouvant lui appartenir.

### **Article 7 – Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le 12 mars 2019 conformément à la Loi.

**Adoptée**

## **#10.9 2019-045 Réparation système électrique**

Il est proposé par la conseillère Madame Valérie Prévost et résolu à l'unanimité des membres présents, que le conseil autorise la Directrice générale à payer la facture à B.M.P électrique inc. pour l'ajout d'une prise électrique pour la caserne, au montant de 220.07\$ plus taxes.

**Adoptée**

## **#10.10 2019-046 Achat de fleur chez le fleuriste pour funérailles**

Il est proposé par la conseillère Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents, que le conseil autorise la Directrice générale à commander des fleurs pour un montant de 50\$ plus taxes chez le fleuriste pour les funérailles du père de Monsieur Bertrand Prévost. Un membre du conseil contribue pour un montant de 40\$ supplémentaire.

**Adoptée**

#11

**Varia**

- Contrat Scotstown (hiver)
- VTT Snowbulance
- Affichage vente camion

#12

**Période de questions**

Aucune

#13 2019-047

**Levée de séance**

À 21 h 10 Monsieur Pascal Prévost propose la levée de la séance.

---

M. Bertrand Prévost  
Maire

---

Mme Manon Roy  
Directrice générale, Secrétaire-trésorière  
par intérim